

Affaire Madoff

1,7 milliard de dollars : c'est la somme que la banque américaine JP Morgan va payer aux victimes dans le cadre d'un accord avec les États-Unis lié à ses relations avec l'escroc Bernard Madoff dont elle a abrité le compte pendant deux décennies.

CHANTRE DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT « TROP LOURD, TROP LENT, TROP CHER »



HOLLANDE. Vœux. Le président de la République, François Hollande, a appelé, hier, à une profonde réforme d'un État « trop lourd, trop lent, trop cher » et qui obéit parfois même à une organisation « mystérieuse », prônant économies, simplification ou décentralisation. Persuadé qu'il n'y a point de salut dans les impôts dont il reconnaissait, lors de ses vœux de la Saint-Sylvestre aux Français, qu'ils étaient devenus « trop lourds » aussi, le chef de l'État en-

tend tailler dans les dépenses publiques pour réduire les déficits. « 50 milliards d'économies d'ici à 2017 », a-t-il lancé devant le gotha de la Fonction publique réuni pour la première fois depuis 2005 à l'Élysée pour des vœux aux « corps constitués ». Des économies, a encore prévenu le président Hollande, « nous en ferons partout où elles seront possibles ». « Chacun devra y prendre sa part : État, opérateurs, organismes sociaux mais aussi les collectivités locales », a-t-il averti. ■

France & Monde → Actualités

PARLEMENT ■ Les députés planchent sur la loi agricole, les agriculteurs lancent des États généraux

Quel avenir pour l'agriculture ?

Les députés ont commencé, hier, l'examen du projet de loi d'avenir de l'agriculture, un texte qui n'apporte pas toutes les réponses, selon les agriculteurs qui lancent en parallèle leurs États généraux.

Le projet de loi d'avenir de l'agriculture, proposé par le ministre Stéphane Le Foll, ambitionne de renforcer la compétitivité des filières (agriculture, agroalimentaire et forêt) tout en prenant le tournant de l'agroécologie. Le débat parlementaire doit se poursuivre toute la semaine, avant un vote prévu le 14 janvier.

Les députés du Front de gauche ont indiqué qu'ils « voteront vraisemblablement pour ». La position des écologistes est particulièrement attendue, après une tribune de quatre parlementaires EELV la semaine dernière, critiquant le manque « d'objectifs clairs et chiffrés » sur l'agroécologie dans le projet de loi.

Booster la compétitivité

Pour doper la compétitivité, de l'élevage notamment, le texte prévoit de graver dans le marbre le rôle du médiateur des relations commerciales agricoles, pour « favoriser » une meilleure application des contrats, comme ce fut le cas l'hiver dernier sur le prix du lait. Il envisage également de mettre en place des programmes stratégiques par filière – sur l'élevage surtout – afin de booster leur compétitivité.

Stéphane Le Foll souhaite également poser les jalons de l'agroécologie, lui qui est con-



MANIFESTATION. Plusieurs associations ont dénoncé « l'industrialisation croissante des élevages en France ». PHOTO AFP

vaincu que l'agriculture, pour être compétitive, doit allier performances économiques et écologiques. Il souhaite ainsi créer les GIEE (groupements d'intérêt économique et environnemental) qui « bénéficieront d'une priorité ou d'une majoration des aides publiques ». « Le ministre va faire une loi qui va traiter un certain nombre de sujets » : les statuts des exploitations, des interprofessions, le problème du foncier agricole, énumère le président de la FNSEA, Xavier Beulin. Mais « la loi n'apportera pas de réponses concrètes sur les sujets d'urgence ».

Aussi, les agriculteurs du principal syndicat agricole, avec

tous les membres du Conseil de l'agriculture française ainsi que les coopératives agricoles (Coop de France) ont choisi ce jour symbolique pour lancer une initiative parallèle. Ils souhaitent organiser, avant le salon de l'agriculture, qui se tiendra fin février à Paris, des États généraux pour redonner des perspectives à l'agriculture française. Ils y ont invité le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, dont ils attendent des réponses « claires » sur un certain nombre de sujets : la simplification administrative et fiscale, les moyens pour investir et moderniser les exploitations et l'allègement du coût du travail comme de la réglementation.

« Je suis prêt à avoir une discussion sur les objectifs stratégiques sous la forme d'États généraux, mais je trouve cette annonce un peu bizarre alors que [...] j'avais déjà largement anticipé sur la question de la compétitivité et des objectifs stratégiques » en demandant à FranceAgrimer de plancher sur le sujet, a réagi Stéphane Le Foll lors d'une conférence de presse avec son homologue allemand.

Ferme de 1.000 vaches

Un autre syndicat agricole, la Confédération paysanne (minoritaire), avec des associations de protection des animaux (L214, CIWF) ou de l'environnement (Agir pour l'environnement) a manifesté hier après midi devant l'Assemblée « pour dénoncer l'industrialisation croissante des élevages en France ».

Plusieurs rassemblements ont aussi été organisés dans la matinée en province. À Abbeville, symbole de l'industrialisation galopante de l'élevage avec le projet de ferme de 1.000 vaches, 70 personnes se sont réunies. Le président de l'association de riverains Novissen a demandé à nouveau à être reçu par le préfet de la Somme, ce qu'il refuse depuis qu'il a donné l'autorisation pour la ferme en mars.

À Amiens, une quarantaine de personnes se sont rassemblées et à Marseille, quelques dizaines de militants arborant masques et sacs à l'effigie d'une vache. La « ferme de 1.000 vaches, c'est une aberration pour le bien-être animal, mais aussi une aberration écologique », a dénoncé Nicolas Duhamel, un des organisateurs. ■

EUROPE

La France en pole position

La part de l'agriculture et des industries alimentaires dans l'activité économique française a chuté de plus de moitié depuis 1980, même si la France reste la première puissance agricole d'Europe. En 2012, le secteur représentait 3,5 % du produit intérieur brut, contre 3,2 % du PIB en 2011, soit à peu de chose près autant que la culture, qui contribue à hauteur de 3,2 % à la richesse nationale. Mais « à prix constants, la part de l'agriculture dans le PIB en 2010 est sensiblement la même qu'en 1980 », relève Agreste. Le secteur représentait 5,6 % des emplois en 2012, avec 1,42 million de salariés et non-salariés travaillant dans l'agriculture, la pêche et les industries agroalimentaires. Depuis 30 ans, la tendance est toujours la même : les petites exploitations ont tendance à disparaître au profit de structures moins nombreuses, mais de plus grande taille. La France a perdu plus d'un quart de ses exploitations au cours de la dernière décennie, selon le dernier recensement en date de 2010. L'Hexagone comptait alors 490.000 exploitations, contre 664.000 en 2000. La superficie moyenne des exploitations s'est dans la foulée accrue de 13 hectares sur la même période. La ferme type s'étend aujourd'hui sur 56 hectares.

L'ÉDITORIAL



JACQUES CAMUS

Promouvoir un nouveau modèle agricole : quel vaste programme ! C'est l'ambitieux objectif, jamais atteint par ses prédécesseurs, que s'est assigné le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, en ouvrant à l'Assemblée les débats sur le « projet de loi d'avenir de l'agriculture ». Disons-le d'emblée, dans cette vaste foire... aux idées, il ne sera pas facile de concilier les points de vue. Nombreux sont les acteurs qui cultivent d'abord leurs différences. C'est ainsi que la puissante FNSEA a choisi ce jour symbolique pour annoncer la tenue d'États généraux de l'agriculture dont les conclusions seront

déposées juste avant le Salon de l'agriculture qui se tiendra à Paris à partir du 22 février.

Il y a comme une graine de discordance dans cette initiative parallèle, pour ne pas dire concurrente, du principal syndicat agricole et de ses alliés. Comme si les agriculteurs ne faisaient pas confiance au législateur pour prendre en compte leurs revendications. Très attachée à des réformes immédiates pour doper la compétitivité des exploitations (simplification ad-

Foire... aux idées

ministrative et fiscale, baisse des charges, aides à la modernisation etc.), la FNSEA s'inquiète des contraintes à venir en matière d'agroécologie.

Sous la pression des écologistes, Stéphane Le Foll ambitionne, en effet, de concilier performances économiques et écologiques. Les Verts ont déjà annoncé qu'ils exigeraient des objectifs « clairs et chiffrés » sur le sujet. Il est vrai que le Grenelle de l'environnement n'a pas répondu aux attentes de ré-

duction des pesticides (+2,8 % entre 2008 et 2010).

Il faudra bien, pourtant, trouver un terrain d'entente rejoignant les aspirations des Français. Si ces derniers ont une bonne image de l'agriculture, ils sont 93 % à demander une évolution vers des pratiques plus vertueuses respectant l'environnement. Du coup, le gouvernement va devoir arbitrer entre agriculteurs, habitués depuis longtemps à une cogestion qui garantissait la paix sociale à l'État, et écologistes, partenaires exigeants de la majorité. Faute de consensus, la foire aux idées pourrait bien tourner à la foire d'empoigne.